

Réponse des Jeunes Agriculteurs Bretagne à la consultation publique portant sur le 7ème programme d'actions régional nitrates

En introduction, Jeunes Agriculteurs Bretagne (JAB) tient à rappeler les annonces du Préfet de région sur un moratoire sur le PAR 7 lors des mobilisations des agriculteurs au début de l'année 2024. Au-delà de l'effet d'annonce, JAB s'interroge sur la mise en place effective de ce moratoire. D'autre part, JAB tient également à souligner que le projet Innov Azote porté par des agriculteurs et les acteurs locaux (notamment EPCI) a été rejeté. Pourtant, cette proposition bretonne démontre, s'il en était besoin, le travail et l'engagement des agriculteurs sur les sujets d'innovation.

De plus, JAB insiste sur manque de recul sur le PAR6 et le PAR6 bis. Actuellement, le manque de données et de chiffres ne permet de pas de définir un premier bilan. Par ailleurs, l'actuel projet de PAR7 ne prend pas en compte les travaux menés et les propositions formulées par la profession agricoles dont JAB. Il constitue une couche supplémentaire au mille-feuille administratif qui manque de lisibilité pour les agriculteurs. En effet, sa rédaction actuelle permet difficilement une mise en application par les agriculteurs.

C'est pourquoi, Jeunes Agriculteurs Bretagne estime qu'il est essentiel de revoir la totalité de la rédaction du PAR7 mis en consultation ainsi que le programme d'actions. JAB tient à insister sur les points suivants :

1. Article. 3.1.1

Dans le cycle de stockage du carbone, l'épandage favorise la biomasse utile à la qualité des sols. L'interdiction d'épandage sur les CINE toute l'année est un élément qui dépasse les limites du PAN et ne doit pas se retrouver dans le PAR.

JAB demande donc le retrait de l'interdiction d'épandage de type II sur les CINE toute l'année.

2. Article 3.1.3

Dans un souci de cohérence administrative et de simplification, JAB demande un alignement de la date pivot du maïs zone 2 sur celle de la zone 1. La date serait donc ramenée au 15 mars.

3. Article. 3.2.2

La « restriction sur les produits phytosanitaires entre la récolte du précédent cultural et la mise en place de la culture suivante sort de l'objectif de la directive nitrates et n'est pas pertinente dans un PAR.

JAB demande donc le retrait de cette proposition du PAR.

4. Article. 8.2.2

L'obligation de traitement présentée dans le projet de PAR est en total décalage avec la déprise de l'élevage en cours depuis plusieurs années dans notre région. La proposition d'une évolution du SOT à 25.000 uN ne prend pas en compte la situation actuelle de l'élevage.

JAB demande donc une élévation du SOT à 30 000 unités d'azote.

5. Article 8.3.1

Concernant les BVAV, les nouveaux critères de définition actuellement dans le PAR font augmenter considérablement la zone concernée par les dispositifs BVAV. Ainsi toutes les parcelles de l'exploitation seront concernées même celles qui ne sont pas directement dans la zone.

JAB demande donc une révision des critères pour l'appartenance à un BVAV avec la précision suivante : « toute surface d'exploitation située en BVAV et dont le siège ou au moins 3 ha sont situés en BVAV ».

6. Article 8.3.2 et article 8.3.3)

L'évolution de la BGA à 20 kg de nitrates par hectare pour les BVAV est purement arbitraire et ne prend pas en compte les variations qui peuvent arriver d'une année sur l'autre (notamment en raison des conditions climatiques).

JAB demande que la BGA soit fixée à 50 kg N/ha.

Par ailleurs, la sanction d'un plafond prévue en cas de dépassement des limites de la BGA ne se fonde sur aucun argument scientifique. Cette mesure favorise le recours à des fertilisants non organiques.

JAB demande donc l'abandon des plafonds sur les apports totaux au profit du respect de l'équilibre de fertilisation.

7. Article 8.3.4

La mesure de « contrôle des ouvrages de stockage » pour les BVAV est en décalage avec la réalité du terrain que l'on a pu observer. Au-delà des difficultés techniques quelle représente, l'appel d'offre qui a été ouvert dans le cadre du PAR6 bis a reçu très peu de candidatures. JAB tient à rappeler que si les agriculteurs s'engagent au quotidien et financent le maintien des installations en bon état, la charge financière des contrôles doit revenir à l'Etat.

JAB demande donc la suppression de cette proposition et au minimum une prise en charge par l'Etat des coûts liés aux contrôles.

8. Article 8.3.9

Une fois de plus, les demandes de communication par voie électronique des informations sur PPF et le CEP des exploitations classées en ICPE contribue à alourdir le millefeuille réglementaire et les contraintes administratives pour les agriculteurs. Par ailleurs, l'efficacité de telles décélérations n'a toujours pas été prouvée.

JAB demande donc la suppression de cette mesure.

9. Article 8.4 et carte en annexe 9

Les zones de captage listées dans l'annexe 9 ne prennent pas en considération l'évolution de la situation depuis 2017. **JAB demande donc la sortie de la liste des captages suivants :**

- Ceux abandonnés.
- Celui de la Minette à Saint-Hilaire (35) : il n'existe qu'une seule donnée qui est < à 50 mg/l
- Ceux du Vieux Vel, Bazouges, Brandérion, Groix : en raison du peu de mesures chroniques sur la période 2017 – 2021.

Par ailleurs, JAB demande à ce que les contraintes évoquées précédemment ne s'appliquent qu'aux surfaces dans les zones de captage et non à l'intégralité des surfaces d'une exploitation.

10. Article 9

Dans la logique des demandes précédentes, les mesures pourtant sur les zones d'échouage d'algues sur vasière doivent se limiter strictement aux surfaces des zones concernées et ne doivent pas toucher les parcelles d'une exploitation en dehors de ces zones.

JAB demande donc que soit précisé explicitement que les zones concernées sont celles dont « le siège ou au moins 3 hectares sont situés dans ces zones. ».

11. Article 3.2.2 et Annexe 1

Concernant les marais de Dol et les couverts végétaux, la situation géographique et météorologique est singulière pour cette zone. Une meilleure prise en compte des particularités locales qui sont incompatible avec la mise en place de couverts végétaux sur des terrains qui sont inondés au sortir de l'hiver.

JAB demande une meilleure prise en compte de l'historique des pratiques sur cette zone ainsi que des dérogations qui ont été déjà accordées.

➔ En conclusion, JAB demande une simplification de la réglementation, une meilleure cohérence des mesures et une considération des réalités du terrain. JAB tient à rappeler le bon sens paysan et le professionnalisme des agriculteurs. En travaillant au quotidien avec la nature, ils n'ont aucun intérêt à la dégrader. Ils demandent la reconnaissance de la confiance de l'Etat dans leur expertise. JAB demande donc une révision totale du texte proposé.